

Paris, le 26 Juillet 1899.

15 bis rue de Marignan



Legation de Suisse  
à Paris  
en ce  
de France au  
an

Circulation  
J.G.

N<sup>o</sup> 1/99

Prière de rappeler  
le numéro ci-dessous

Monsieur le Vice-Président,

La politique extérieure  
de M. Delcassé qui a courageusement  
reconnu la nécessité d'éviter une  
guerre avec l'Angleterre il y a six mois  
et se faire dans l'affaire de Fachoda  
les sacrifices inévitables, paraît être  
de chercher à se montrer aimable  
pour éviter à la France de se trouver  
de nouveau échev et mat. Le sentiment  
que l'amitié de la Russie n'a servi  
à rien lors de l'incident de Fachoda  
et qu'en Afrique l'appui de la Russie  
est chimérique et n'a procuré aucun  
avantage sérieux en Extrême-Orient

Monsieur  
Monsieur Hauser  
Vice-Président du Conseil Fédéral  
Chef du Département Fédéral Politique  
Berne



s'est suffisamment développé dans  
le monde parlementaire et dans  
le monde de la finance pour qu'on  
ne reproche pas à M.<sup>r</sup> Delcassé de  
regarder aussi ailleurs que du côté  
de St. Pétersbourg. J'ajouterais que le  
Gouvernement russe lui-même  
et, en tout cas, son Ambassadeur à  
Paris déclare ouvertement qu'il approuve,  
qu'il appuie et qu'il recommande  
cette politique de rapprochement.  
Après l'accord commercial franco-  
italien, M.<sup>r</sup> Delcassé s'est entendu  
avec le Vatican pour que la France  
continue à être le défenseur autorisé  
des intérêts catholiques en Turquie;  
ni le Quirinal, ni la Russie n'y ont  
sérieusement trouvé à redire, et  
l'Allemagne dont le souverain  
ne veut pas que les catholiques  
allemands aient d'autre protection

que la tenue dans l'Empire ottoman,  
ne s'en est pas formalisé outre  
mesure puis qu'il a chargé son  
ambassadeur Marshall à Constanti-  
nople de négocier et de faire aboutir  
un accord et une sorte de fusion  
entre les chemins de fer (allemands)  
d'Anatolie et les chemins de fer  
français de Smyrne à Kasaba,  
en vue de la construction en  
commun de la ligne de la  
Méditerranée à Bagdad et dans le  
but d'enlever cette ligne à un  
Autrichien qui était en réalité le  
prête-nom de capitalistes anglais.  
L'envoi du vaisseau école de la  
Marine de guerre allemande ce  
printemps à Alger et le fait que  
cette visite a été rendue par le  
vaisseau école de la Marine  
française à l'empereur en personne

dans les eaux norvégiennes, qu'un  
 navire de guerre français se trouve  
 pour la première fois en ce moment  
 dans un port allemand depuis 1871  
 (sauf les fêtes d'inauguration du  
 Canal de Kiel), le télégramme  
 dans lequel l'empereur allemand  
 traite les marins français de  
 "chers camarades", tout cela implique  
 le désir entre Paris et Berlin et  
 vice versa de relations courtoises,  
 et, je le répète, l'ambassadeur de  
 Russie ici déclare avoir travaillé  
 tout qu'il a pu à ce rapprochement.  
 J'ajouterai qu'un diplomate  
 allemand habitant Paris a peine  
 échappé le mot, si nous n'avions  
 pas cette malheureuse affaire Dreyfus  
 on aurait pu faire encore bien  
 d'avantage dans cette voie.

Dans le même ordre  
 d'idées, je fais que M. Delcassé redoute  
 très vivement, très sincèrement, les  
 agitations révolutionnaires en Espagne  
 et en Belgique et qu'il fait tout  
 ce qui dépend de lui pour enlever  
 tout espoir d'appui aux républicains  
 espagnols et aux socialistes belges.

Bien entendu il serait  
 absolument exagéré de parler d'une  
 entente ou d'une alliance franco-  
 allemande ou franco-germano-russe,  
 mais la France cherche à avoir de  
 bons rapports avec toutes les grandes  
 puissances continentales, tantôt sur  
 un point, tantôt sur un autre, là  
 où cela est possible sans des contra-  
 dictions trop évidentes, et tout cela est  
 favorable au maintien de la paix.

J'ai dit continentales, car je ne serais pas

le rapprochement se faire du côté  
de Londres.

Cette politique extérieure  
du gouvernement français me  
paraît être ce qui se fait de mieux  
pour le moment à Paris, car  
que vous dire de la politique  
intérieure ? Il est vrai que depuis  
le départ des Chambres on éprouve  
un sentiment de soulagement à  
la pensée qu'on n'aura pas à  
enregistrer le soir des scènes de  
pugilat, des insultes ou une  
crise ministérielle ; mais, on ne  
peut s'empêcher d'être inquiet en  
présence de la quasi impossibilité  
de discuter, de parler même  
au sein de cette Chambre qui va  
revenir en octobre, et d'être plus  
inquiet encore à la pensée qu'il  
n'y a pour ainsi dire aucun moyen  
légal de la réformer.

Je sais très confidentiellement  
 que des études se font dans ce but et  
 surtout dans le but de rendre le  
 gouvernement indépendant de la  
 Chambre; je suis questionné d'une  
 façon à peine déguisée sur le mode  
 d'élection du Conseil Fédéral; il y  
 a quelque chose dans l'air; seulement  
 les personnes qui me questionnent re-  
 viennent toujours à cette interrogation:  
 "En cas de conflit entre le Conseil  
 fédéral et les Chambres, comment se  
 résoud le conflit?" Cela vous démontre  
 bien l'état d'âme et les préoccupations  
 de derrière la tête dans lesquels on  
 se meut.

Quant aux partis politiques,  
 ils sont dans une grande désagrégation.  
 Une partie des modérés s'accroche avec  
 M. Méline; une autre partie d'entre  
 eux s'est ralliée au cabinet Waldeck-

Rousseau. Chez les radicaux, la majorité s'est ralliée au cabinet, mais il y a de nombreux dissidents. Chez les socialistes enfin, il y a scission complète et publique entre ceux qui approuvent Millerand d'être entré dans le cabinet et les intransigeants de Jules Guesde et Consorts qui voudraient maintenir le parti dans des voies exclusivement révolutionnaires; le congrès général socialiste convoqué à Paris pour le mois de septembre accentuera probablement ces divisions.

Au sujet de l'affaire Dreyfus l'apaisement ne se fait pas d'avantage; il y a plutôt recul et personne ne peut dire aujourd'hui que Dreyfus sera acquitté, mais ce que chacun peut affirmer c'est que, quelle que soit la sentence de



Council de guerre de Rennes, la  
bataille continuera. Si Dreyfus est  
acquitté sur le point spécial  
indiqué par la Cour de Cassation,  
(Remise à une puissance étrangère  
des documents mentionnés dans le  
bordereau / on soutiendra que  
l'acquittement a été prononcé par  
ordre et que, d'ailleurs, Dreyfus a  
commis d'autres actes de trahison  
sur lesquels le Council de guerre  
ne pouvait pas statuer; voilà des procès  
en diffamation sans nombre que  
Dreyfus sera obligé d'intenter. Si  
Dreyfus est condamné à nouveau,  
ses partisans ne désarmeront pas.  
A une façon comme de l'autre, il  
y en a encore pour des mois. Je  
m'abstiens d'entrer dans le détail de  
prétendues preuves que les partisans

de la culpabilité de Dreyfus doivent  
 apporter à Rennes, tellement le  
 rôle qu'on y fait jouer au général  
 de Boisdeffre soit extravagant  
 s'il en faut croire ce que rapportent  
 les gens "bien informés."

Au point de vue du  
 rétablissement, au sein de l'armée,  
 de l'ordre et de la discipline  
 dans les esprits, la France vient  
 de traverser un mois difficile.  
 L'opinion publique a fait au  
 Commandant Marchand et à  
 ses officiers des ovations méritées  
 par le courage de ces explorateurs,  
 mais inopportunes après l'échec  
 politique de Fashoda et qui  
 contenaient toute une pointe d'appel  
 à un sabre antirépublicain; il  
 a fallu faire cesser ces manifestations  
 de césarisme naïf. On a pu

envoyer en province ou mettre en non-  
 activité les généraux Turlinden, de  
 Pellican, Roget plus ou moins coupés  
 dans les enquêtes Piquart et Esterhazy  
 et dans l'échauffourée Dervodé. On  
 a enfin écarté de tout commandement  
 effectif un inspecteur d'armée, ce qu'on  
 aurait appelé jadis un maréchal  
 de France, parce qu'on avait acquis  
 la preuve que dans les quatre corps  
 d'armée dépendant de lui, M. de  
 Négrice déclarait officiellement aux  
 corps d'officiers réunis pour  
 l'inspection générale que le Conseil  
 supérieur de la Guerre patientait  
 jusqu'après le jugement de Rennes  
 après quoi il invitait le gouvernement  
 à réprimer les injures contre  
 l'armée, sinon le Conseil supérieur  
 aviserait. Le général de Négrice est  
 un monarchiste et ~~le seul d'inspecteur~~  
~~d'armée qui soit connu~~

l'un des seuls partisans de la guerre  
 parmi les officiers généraux. Cette  
 même violence était inévitable,  
 mais il est malheureux que chez les  
 personnes au command des petites  
 affaires intérieures de l'armée  
 l'hostilité personnelle de Galliffet  
 contre Négrier soit un fait connu  
 d'ancienne date. et au point de  
 vue politique, si l'on peut se féliciter  
 que le Gouvernement ait eu le  
 courage de passer haut et fort,  
 on peut se demander d'autre part,  
 s'il n'est pas profondément re-  
 grettable qu'on ait été obligé d'exclure  
 de l'armée l'un de ses généraux les  
 plus populaires et de donner ainsi un  
 chef très en vue, très capable à toutes les  
 oppositions césariennes et monarchiques.  
 La force des choses paraît avoir poussé  
 bien la République Française dans la

Ouï espagnole des Prins, des Pavia  
 et des Martinez Campos. Un homme  
 comme Néquier est tout autre chose  
 qu'un fantôme comme Jérôme de.

En présence de cette  
 situation intérieure si triste, de cette  
 sorte de décomposition politique et  
 militaire, on comprend que M.  
 Delcasse cherche où il peut, même  
 en Allemagne, par une politique  
 prudente et courtoise à sauvegarder  
 la situation extérieure de la  
 France. De ce côté-là du moins,  
 on trouve beaucoup moins d'in-  
 cohérence, beaucoup plus d'esprit de  
 suite et c'est pour me soustraire  
 aux préoccupations que me cause la  
 politique intérieure que je me  
 suis permis d'insister au début

de ce rapport sur les relations  
étrangères de la République Française.  
Après, Monsieur le Vice-  
Président, les assurances de ma très  
haute considération

Le Ministre de l'Intérieur

Lurly